

Résolution sur la sécurité nucléaire et la non-prolifération

2016/2936(RSP) - 27/10/2016 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 415 voix pour, 124 contre et 74 abstentions, une résolution sur la sécurité nucléaire et la non-prolifération.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ALDE et Verts/ALE.

Les députés ont souligné que **la situation en matière de sécurité dans le monde, et dans l'Union en particulier, s'était considérablement détériorée**, devenant plus précaire et imprévisible. Les menaces conventionnelles, non conventionnelles et hybrides émanent d'acteurs étatiques et non étatiques d'envergure régionale ou internationale.

De plus, la paix, **la sécurité et la stabilité internationales sont gravement menacées** par divers événements, notamment la détérioration des relations entre certaines puissances nucléaires, telles que la Russie et les États-Unis ou l'Inde et le Pakistan, et le renforcement des capacités nucléaires de la Corée du Nord. En janvier 2016, neuf États - États-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Chine, Inde, Pakistan, Israël et Corée du Nord - possédaient quelque **15.395 armes nucléaires** au total.

Réduire le risque nucléaire : le Parlement a invité toutes les puissances nucléaires à prendre des mesures provisoires concrètes pour atténuer le risque d'explosions nucléaires, notamment à :

- réduire le statut opérationnel des armes nucléaires et à les déplacer du site de déploiement au site de stockage,
- accorder une place moins importante aux armes nucléaires dans les doctrines militaires,
- réduire rapidement le nombre des armes nucléaires de tous types.

Les députés ont apporté leur soutien à la recommandation de l'Assemblée générale des Nations unies de **réunir en 2017 une conférence ouverte à tous les États pour négocier un instrument juridiquement contraignant interdisant les armes nucléaires** et ouvrant la voie à leur interdiction totale. Ils ont invité les États membres de l'UE à apporter leur soutien à la tenue d'une telle conférence.

La résolution a préconisé d'approfondir le dialogue avec l'ensemble des puissances nucléaires afin d'établir un **calendrier commun de réduction progressive de l'arsenal d'ogives nucléaires**. Elle a soutenu, en particulier, les mesures prises par les États-Unis et la Russie pour réduire le nombre de leurs armes nucléaires déployées, conformément au nouveau traité START sur la réduction des armes stratégiques.

Les députés se sont déclarés favorables à de nouvelles démarches visant à **consolider le mandat de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)** et ont préconisé de veiller à ce que cette organisation dispose de ressources suffisantes pour accomplir sa mission de sécurisation des activités nucléaires.

Russie : le Parlement s'est déclaré **gravement préoccupé par l'aggravation de la menace** nucléaire résultant de l'attitude de la Russie, par la détérioration de sa relation avec l'OTAN, par les déclarations témoignant d'une propension accrue à recourir à l'arme nucléaire, ainsi que par les déclarations selon lesquelles de nouveaux déploiements d'armes nucléaires sur le territoire européen seraient à l'étude.

Les députés ont attiré l'attention sur les manœuvres militaires russes simulant le recours à l'arme nucléaire contre la Pologne et ont exprimé leur inquiétude en raison du déploiement de systèmes de missiles Iskander à capacité nucléaire par la Russie dans la région de Kaliningrad qui jouxte les États membres que sont la Pologne et la Lituanie.

Iran : le Parlement s'est félicité de l'accord conclu entre le groupe P5+1 et l'Iran sur les ambitions nucléaires de Téhéran. Il a estimé que cet accord était **une réussite notable** de la diplomatie multilatérale, et de la diplomatie européenne en particulier, qui devrait permettre non seulement d'améliorer sensiblement les relations UE-Iran mais également de promouvoir la stabilité dans toute la région.

Corée du Nord : les députés ont **condamné les derniers essais nucléaires** menés par la Corée du Nord et le rejet par ce pays des diverses résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Ils ont demandé à ce pays de s'abstenir de nouvelles actions de provocation, **d'abandonner, de façon complète, vérifiable et irréversible, ses programmes dans les domaines du nucléaire et des missiles balistiques**, et de signer et de ratifier immédiatement le traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Le Parlement a préconisé une solution diplomatique et politique à la question nucléaire nord-coréenne et s'est prononcé en faveur de la reprise des pourparlers à six.

Enfin, dans le prolongement de la présentation de la stratégie globale de l'Union européenne, la résolution a invité le SEAE à **actualiser et développer la stratégie de l'UE de 2003** contre la prolifération des AMD afin de faire de l'UE un moteur du renforcement et de la promotion des accords multilatéraux de désarmement et de non-prolifération nucléaires.